

ANNEXE XII**Discours de clôture de M. Koïchiro Matsuura,
directeur général de l'UNESCO**

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les Ministres de l'éducation,
Mesdames, Messieurs les Chefs de délégation,
Mesdames, Messieurs,
Chers collègues et amis,

La Conférence internationale de l'éducation, autrefois dénommée Conférence internationale de l'instruction publique, est riche d'histoire et de tradition. Au fil des ans, elle a abordé les grands problèmes éducatifs de son temps, réunissant pour ce faire les principaux décideurs dans ce domaine. Parmi les sujets et les thèmes dont elle a débattu, certains sont récurrents, tel le thème central de la présente session : apprendre à vivre ensemble. D'autres formules et expressions ont parfois été utilisées : par exemple, l'éducation au service de la solidarité internationale, l'éducation pour la paix, l'éducation pour la tolérance et la compréhension mutuelle et l'éducation à une citoyenneté mondiale. Cette année, la Conférence a appréhendé la vaste famille des concepts éducatifs dans une perspective différente, à savoir celle de l'éducation pour tous. Mais des échos des précédentes conférences sont parvenus jusqu'à nous, nous rappelant ainsi que la CIE fait partie de l'ensemble du patrimoine éducatif mondial.

Nous avons eu quatre journées de dur labeur qui ont constitué une expérience enrichissante pour nous tous. Il arrive parfois que nous apprenions ce que nous voulions savoir, ou au contraire ce que nous ne voulions pas savoir et même ce que nous aurions dû savoir. La présente Conférence nous a offert, j'en suis certain, ces trois possibilités. Or, il en existe encore une quatrième : il nous faut parfois apprendre et réapprendre sans cesse. C'est alors que nous nous rendons compte de la sagesse et de la clairvoyance de nos prédécesseurs, dont l'enseignement renfermait les germes d'une éducation nouvelle. En particulier après la deuxième guerre mondiale, cette éducation nouvelle s'est appuyée sur le sentiment partagé que l'instruction devait nous aider à renforcer notre aptitude à vivre ensemble de façon pacifique. J'espère que dans 50 ans, la génération suivante se souviendra de nos délibérations et admirera notre sagesse et notre clairvoyance.

Les divers changements survenus dans le domaine de l'éducation ont constitué, pour ainsi dire, le fil rouge de cette Conférence. A ce propos, j'aimerais souligner deux points importants. En premier lieu, les changements apportés aux contenus et aux méthodes pédagogiques constituent une entreprise de longue haleine ; il leur faut du temps pour se mettre en place et porter leurs fruits. En second lieu, de tels changements n'ont jamais un caractère final, définitif, achevé. A chaque génération, il faut renouveler les efforts pour inculquer à chacun les valeurs, les attitudes et les comportements propices à l'art de vivre en paix ensemble. A l'occasion de cette Conférence, j'ai été heureusement surpris de constater le grand nombre de pays qui se sont engagés dans une réforme de leur système éducatif.

Lors du Forum mondial sur l'éducation qui s'est tenu à Dakar (Sénégal) en avril 2000, les ministres de l'éducation, les institutions internationales, les partenaires bilatéraux et multilatéraux du développement et les organisations de la société civile ont pris l'engagement non seulement d'atteindre l'objectif de l'éducation pour tous, mais d'aller plus loin en garantissant à tous une

éducation de qualité. Au cours de notre Conférence, nous avons fait un pas de plus en examinant comment parvenir à une meilleure qualité et quels sont les problèmes concrets à résoudre.

Nous savons que des politiques saines en matière d'éducation sont indispensables à un enseignement de qualité. En raison de la complexité des situations auxquelles il faut faire face, de telles politiques doivent être formulées et mises en oeuvre en étroite association avec la société civile, les centres de recherche pédagogique et, tout particulièrement, les enseignants et les parents d'élèves. A l'ère de l'apprentissage tout au long de la vie, nous devons prendre le temps de la réflexion et nous comporter nous-mêmes comme des apprenants. Nous ne saurions encourager les enfants, les adolescents et les adultes à continuer de s'instruire, si nous demeurons nous-mêmes ancrés dans des conceptions dépassées et abstraites au sujet des parties prenantes et des responsables des politiques éducatives.

Une conférence comme la nôtre offre la possibilité de savoir comment évolue le monde de l'enseignement. Il importe tout particulièrement que les politiques éducatives reposent sur une base aussi solide que possible, c'est-à-dire non seulement sur des faits et des statistiques mais aussi sur de bonnes pratiques, des innovations viables et des solutions de rechange ayant fait leurs preuves. Nous ne serons pas en mesure d'affronter les nouveaux enjeux de la société du savoir qui se profilent à l'horizon si nous ignorons l'éventail de solutions qui s'offrent à nous et les avantages respectifs qu'elles présentent. Nous – les décideurs qui avons la responsabilité d'honorer les engagements pris à Dakar – sommes tenus de mieux nous informer des processus qui régissent les changements éducatifs et de la façon dont ils évoluent sous l'effet des réalités extrascolaires.

En choisissant pour thème "Apprendre à vivre ensemble", la Conférence a particulièrement mis en lumière le danger qu'il y aurait à surcharger l'école de responsabilités qu'elle n'est pas équipée pour affronter. Il est évident que l'école ne peut résoudre tous les problèmes de société, de même qu'elle ne peut non plus s'en abstraire. Il importe tout particulièrement de signaler les cas où des politiques et des pratiques novatrices en matière d'enseignement ont eu pour résultat une meilleure qualité de vie et une diminution sensible de la violence. Nous devons nous en inspirer et en tirer les conséquences : ces exemples font notamment apparaître l'utilité de décentraliser les systèmes scolaires et d'insérer les écoles dans un cadre communautaire.

La session extraordinaire sur la participation de la société civile à l'EPT nous a permis d'en savoir davantage sur les expériences particulièrement réussies de coopération entre l'Etat, les institutions publiques et d'autres acteurs de l'enseignement. Dans ce monde nouveau de l'éducation, d'autres partenaires font leur apparition avec chacun leurs points de vue et leurs programmes. Ils ont cependant en commun certaines préoccupations et certains objectifs. Il est indispensable que, dans une entreprise de grande envergure comme la mise en place d'une éducation de qualité pour tous et l'élaboration d'approches viables pour apprendre à vivre ensemble, on s'efforce de parvenir à un consensus durable entre tous les partenaires de l'éducation.

La présente Conférence a été pour moi très instructive et pas seulement à l'occasion des réunions officielles. J'ai tiré le plus grand profit des nombreux entretiens bilatéraux, particulièrement utiles pour mieux comprendre vos aspirations et vos problèmes. C'est avec une grande satisfaction que j'ai entendu de nombreux ministres déclarer que la Conférence avait été cette année mieux organisée et mieux structurée et qu'elle avait offert davantage de possibilités pour un véritable débat. Je dois admettre que les nouvelles modalités adoptées pour le déroulement de la Conférence n'auraient pu être pleinement mises en oeuvre sans votre concours, dont je vous remercie tous. Plusieurs ministres ont signalé qu'ils devaient affronter des problèmes identiques ou analogues, ce qui montre bien l'importance de bonnes pratiques partagées.

Ce sera pour moi un devoir et en même temps un plaisir de rendre compte des conclusions et résultats de la CIE à la 31e session de la Conférence générale de l'UNESCO qui doit se tenir prochainement. Les délibérations de la présente conférence et, notamment, la façon dont nous honorons les engagements pris à Dakar, viendront enrichir la Stratégie à moyen terme de l'Organisation. Je demanderai au Sous-Directeur général du Secteur de l'éducation d'étudier de quelle manière l'UNESCO pourrait intensifier ses efforts dans des domaines tels que les langues, les TIC et l'aménagement scolaire, afin que nous puissions répondre de façon plus précise aux vœux que vous avez exprimés ici.

J'ai déjà prié le Conseil du BIE d'entamer les préparatifs de la prochaine CIE et d'examiner les thèmes qu'il souhaiterait aborder. L'une des options envisagées serait de consacrer les débats à la connaissance et la compréhension plus profondes des liens entre éducation et pauvreté, notamment en cherchant à définir comment les programmes et les méthodes d'enseignement pourraient être mis au service de la lutte contre la pauvreté, sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions. La Conférence pourrait inscrire à son ordre du jour des questions telles que les relations entre éducation et migration ; le rôle de l'éducation préventive concernant le VIH/sida dans tous les types et à tous les niveaux d'enseignement ; l'éducation et l'exclusion sociale, notamment parmi les jeunes ; enfin, les programmes d'études et les aspects pédagogiques de la scolarité en milieu défavorisé. La contribution essentielle des enseignants et de la société civile continuera d'être au centre de notre dialogue. Dans le laps de temps qui nous sépare de la prochaine CIE, nous ne manquerons pas d'approfondir nos connaissances et notre compréhension des liens qui existent entre pauvreté et éducation. En fait, ce thème s'inscrit parfaitement dans l'orientation stratégique de l'UNESCO au cours des années à venir, à savoir une mondialisation à visage humain.

Devant les témoignages de satisfaction exprimés par de nombreux ministres, je souhaiterais que la Conférence puisse se réunir à intervalles plus réguliers. La prochaine CIE pourrait peut-être avoir lieu dans trois ans, en 2004, ou dans quatre ans en 2005. En effet, il s'agit là d'un événement majeur pour l'UNESCO qui, je l'espère, pourra se renouveler encore pendant de nombreuses années.

Le succès remporté par la 46e session de la Conférence internationale de l'éducation (CIE) a été au-delà de nos attentes. Je tiens à remercier tous ceux qui ont collaboré à ses préparatifs et à son organisation, ainsi que ceux qui se sont signalés par leur participation active et se sont associés au débat et au dialogue avec franchise et sans détour. Je reconnais que les organisations de la société civile ont parfois eu un temps limité de parole, mais je tiens à les assurer que leur présence et leur intervention dans la Conférence ont été grandement appréciées. Mes remerciements vont tout particulièrement à vous, Monsieur le Président, pour la façon dont vous vous êtes acquitté de votre tâche avec fermeté et compréhension sans vous départir de votre bonne humeur. Je tiens également à réitérer au Gouvernement fédéral helvétique et aux autorités de la République et du canton de Genève mes remerciements pour l'accueil qu'ils ont réservé à la présente Conférence et au BIE, ainsi que pour le soutien qu'ils leur ont accordé.

Le Conseil du BIE a accompli un travail remarquable et nous exprimons notre vive reconnaissance à ses membres et à son Président, M. Pieter de Meijer. J'aimerais en outre remercier les fonctionnaires du Secteur de l'éducation de l'UNESCO, nos bureaux régionaux et nationaux, les autres services de l'UNESCO ainsi que l'Unité chargée du suivi de Dakar pour le concours qu'ils nous ont apporté tout au long de cette semaine. Nous remercions également toutes les personnes n'appartenant pas à l'UNESCO qui ont contribué au bon déroulement de la conférence, en particulier les interprètes.

Enfin et surtout je témoigne toute ma gratitude au personnel du BIE qui, sous la conduite dynamique et éclairée de son Directeur, a contribué à faire de cette Conférence un réel succès. Nous avons grandement apprécié votre dévouement, votre travail acharné et vos qualités professionnelles.

Apprendre à vivre en paix avec les autres est une composante indispensable de toute éducation. Nous devons tous faire nôtre ce message et le mettre systématiquement en pratique dans notre travail.

Je vous souhaite un bon voyage.

Merci.